



Contrat-cadre relatif à la fourniture de prestations dans le secteur de l'énergie et de l'environnement

fondé sur l'adjudication d'un marché public

WTO (21084) 805 Conventions d'objectifs post 2020 – Assurance qualité, audits (lot 6)

Publié sur la plateforme www.simap.ch (n° le *Sélectionner la date*)

conclu entre la Confédération suisse, agissant par:

Office fédéral de l'environnement OFEV
Division Climat
Papiermühlestrasse 179
3063 Ittigen

appelé ci-après «service d'achat»

pour

Office fédéral de l'énergie
Efficacité énergétique et énergies renouvelables
Pulverstrasse 13
3063 Ittigen

Appelé ci-après «service demandeur», appelé aussi ci-après séparément ou conjointement
«adjudicateur»

et l'entreprise

Indiquer la désignation exacte de l'entreprise

Indiquer l'adresse

Indiquer le NPA / le lieu

appelée ci-après «entreprise»

Table des matières

Contexte, description du projet et buts	3
1 Objet du contrat	3
2 Éléments du contrat	3
3 Relation entre le contrat-cadre et les contrats spécifiques	4
4 Prestations de l'entreprise.....	4
4.1 Description des prestations	4
4.2 Procédure de commande.....	5
5 Assurance de la qualité.....	5
6 Obligations de participation du service demandeur.....	6
7 Personnes-clés	7
8 Procédure d'intervention par paliers.....	7
9 Gestion des modifications (modifications des prestations)	8
10 Lieu d'exécution.....	8
11 Délais	8
12 Rémunération.....	8
13 Facturation / plan de paiement.....	9
14 Assurances sociales	10
15 Peines conventionnelles.....	10
16 Droits de protection.....	10
17 Garantie et responsabilité.....	10
18 Autres dispositions	10
18.1 Clause d'intégrité.....	10
18.2 Déclaration du soumissionnaire	11
18.3 Contrôle de sécurité relatif aux personnes	11
18.4 Sous-traitance.....	11
19 Documentation et travaux de clôture	12
20 Cession de créances et transfert des rapports juridiques	12
21 Pas de société simple	12
22 Droit applicable, for	12
23 Durée de validité, modifications et fin du contrat-cadre	12
23.1 Entrée en vigueur / durée du contrat-cadre	12
23.2 Modifications du contrat-cadre	12
23.3 Résiliation pour justes motifs	13
24 Expédition / signature par les parties.....	13

Contexte, description du projet et buts

En réponse à l'appel d'offres publié le **Sélectionner la date** avec les documents complémentaires sur la plateforme www.simap.ch www.simap.ch, l'entreprise a présenté une offre portant sur les prestations demandées par l'adjudicateur. Par publication n° **Indiquer le numéro** publiée sur www.simap.ch le **Sélectionner la date**, elle a remporté le marché. Les conditions contractuelles sont réglées dans le présent contrat-cadre et dans les autres éléments qui en font partie intégrante.

Les projets à réaliser ne peuvent être que partiellement définis au moment de la conclusion du contrat spécifique. C'est pourquoi les parties conviennent d'un contrat-cadre.

Sur la base du présent contrat-cadre, l'entreprise et le service demandeur concluent, aux fins de la réalisation de projets particuliers, des contrats spécifiques portant sur la fourniture de/la réalisation d' **Sélectionner une formule standard ou adapter**. L'obligation de fournir des prestations relevant de projets particuliers naît uniquement de ces contrats spécifiques; il ne résulte donc du présent contrat-cadre aucune obligation d'achat de la part de l'adjudicateur, ni aucune obligation de prestations de la part de l'entreprise.

1 Objet du contrat

Le présent contrat définit les droits et les obligations des parties contractantes concernant la fourniture de prestations dans le cadre des conventions d'objectifs post 2020 relevant du droit des mandats. Il vise notamment l'instauration d'un processus coordonné pour le recours aux différentes prestations ainsi que l'harmonisation des procédures pour les relations commerciales existantes et futures.

Le service demandeur fait l'acquisition de prestations d'audit afin d'assurer la qualité des conventions d'objectifs en ce qui concerne leur élaboration et leur mise en œuvre. La conclusion et le respect d'une convention d'objectifs sont une condition préalable au remboursement du supplément réseau en vertu de la loi sur l'énergie. En outre, les conventions d'objectifs constituent la base d'un engagement de réduction en vue du remboursement de la taxe sur le CO₂ prévu par la loi sur le CO₂. Les conventions d'objectifs peuvent par ailleurs être utilisées dans les cantons pour la mise en œuvre du modèle cantonal dans le cadre de l'article sur les grands consommateurs conformément aux législations cantonales sur l'énergie. Enfin, elles continuent à constituer des mesures volontaires visant à accroître l'efficacité énergétique selon la loi sur l'énergie.

Les auditeurs ont pour tâche de procéder à un contrôle par échantillonnage des conventions d'objectifs avant leur conclusion ou pendant leur mise en œuvre. Ce faisant, ils veillent à ce que les indications et les données figurant dans les conventions d'objectifs et dans les rapports de suivi respectent les réglementations fixées dans la législation sur l'énergie ou dans celle sur le CO₂ qui les sous-tendent. Les auditeurs vérifient à cet effet les indications relatives à la consommation d'énergie, à l'efficacité des mesures, au calcul de la rentabilité, etc. dans les conventions d'objectifs et les rapports de suivi. L'assurance qualité effectuée par les auditeurs vise à exploiter pleinement le potentiel économique à disposition et à représenter cette démarche dans les conventions d'objectifs et les rapports de suivi.

L'entreprise propose ses prestations aux côtés d'autres fournisseurs, dans les parties de la Suisse qui s'y prêtent au niveau de la langue. Elle reçoit les mandats directement du service demandeur, qui la rémunère pour les prestations fournies.

L'entreprise rend compte au service demandeur. Le volume de prestations et de livraison concerné par le présent mandat est défini par en tant que service demandeur.

2 Éléments du contrat

En cas de contradictions, les dispositions du présent contrat-cadre priment celles de tout autre contrat spécifique et avenant, à moins que les parties ne prévoient expressément dans ces derniers des règles dérogeant au contrat-cadre et signalées comme telles.

Au reste, font partie intégrante du présent contrat-cadre, dans l'ordre de priorité suivant:

- a) le présent contrat-cadre, y compris ses éventuels avenants
- b) les annexes du présent contrat-cadre

- c) c) l'appel d'offres et sa documentation (en particulier le cahier des charges) relatifs au projet WTO (21084) 805 Conventions d'objectifs post 2020 – Assurance qualité, audits (lot 6)
- d) tous les contrats spécifiques, y compris leurs éventuels avenants;
- e) toutes les annexes des contrats spécifiques, y compris leurs éventuels avenants;
- f) les conditions générales (CG) de la Confédération applicables en fonction des prestations convenues dans le contrat spécifique concerné, à savoir les:
 - CG relatives à l'achat de services (édition de septembre 2016, état de janvier 2021)
- g) L'offre de l'entreprise du **Sélectionner la date** et son offre complémentaire du **Sélectionner la date**

En cas de contradiction entre les différents éléments constitutifs du contrat, ceux-ci s'appliquent dans l'ordre de priorité ci-dessus. En cas de contradictions entre des annexes du même niveau hiérarchique, les dispositions les plus récentes priment les plus anciennes.

L'offre de l'entreprise ne doit pas modifier les autres éléments du contrat; elle ne contribue qu'à préciser les points qui n'y font pas l'objet d'une réglementation suffisante.

En signant le présent contrat, les parties confirment qu'elles disposent des documents contractuels susmentionnés déjà existants et qu'elles les reconnaissent dans l'ordre indiqué.

Les conditions générales de l'entreprise ne sont pas applicables.

3 Relation entre le contrat-cadre et les contrats spécifiques

Le présent contrat-cadre ne fonde pour l'adjudicateur aucune obligation de recourir à des prestations de l'entreprise, quelles qu'elles soient (en particulier aucune obligation d'acquisition ou d'acquisition minimale, ni autre obligation similaire). Une telle obligation naît uniquement de la conclusion entre les parties d'un contrat spécifique établi dans le respect des dispositions du présent contrat-cadre.

La conclusion d'un contrat spécifique valable engageant les parties a pour condition préalable la validité du présent contrat-cadre.

La fin du présent contrat-cadre n'entraîne pas celle des contrats spécifiques conclus sur sa base et pendant sa durée de validité. Le cas échéant, les dispositions du présent contrat-cadre sont réputées faire partie intégrante des contrats spécifiques fondés sur lui jusqu'à la fin de ces derniers.

Les contrats spécifiques sont en principe conclus pour une durée de 1 an(s). Cela signifie que des contrats spécifiques peuvent être conclus pour une durée dépassant celle du présent contrat-cadre.

4 Prestations de l'entreprise

4.1 Description des prestations

Les prestations à fournir par la société en sa qualité d'auditeur des conventions d'objectifs post 2020 sont définies en partie dans le présent contrat-cadre et en partie dans les contrats individuels, sur la base de la description des prestations figurant dans le cahier des charges de l'appel d'offres OMC ((21084) 805 (en particulier les ch. 3.3.2 et 3.3.3) ainsi que dans l'offre ayant obtenu l'adjudication.

4.2 Procédure de commande

La négociation et la conclusion d'un contrat spécifique ainsi que des mandats d'audit en découlant obéissent à la procédure décrite ci-dessous:

1. Une mini-procédure d'appel d'offres (*mini-tender*) est réalisée entre les adjudicataires pour chaque prestation nécessaire. La mini-procédure se déroule conformément au descriptif figurant au ch. 3.3.4 du cahier des charges.
2. Toutes les offres valides reçues dans le cadre de la mini-procédure donnent lieu à l'établissement d'un contrat individuel, qui est signé par le service demandeur et par le prestataire.
3. Le service demandeur sollicite l'entreprise qui répond le mieux aux exigences des domaines spécialisés de la technique énergétique, aux exigences linguistiques (selon CAd 03 et CAd 04) et aux critères du cahier des charges.
4. L'entreprise fait part de son acceptation ou de son refus dans un délai raisonnable.
5. Sur cette base, le service demandeur établit un mandat d'audit comprenant une brève description des prestations (mandat), y compris les informations de facturation.
6. Le début des travaux intervient après réception du mandat d'audit.

Conditions-cadres

- Les prestations, spécifications, critères de réception, caractéristiques de qualité, etc. mentionnés dans le présent contrat-cadre et dans le dossier d'appel d'offres s'appliquent à la conclusion du contrat individuel.
- Les dispositions relatives à des périodes spécifiques découlent du contrat individuel correspondant.
- La négociation du contrat ne donne lieu à aucune rémunération.
- Les audits doivent en principe être achevés dans les deux mois qui suivent l'attribution par le service demandeur.

L'attribution des différents mandats d'audit se déroule conformément à la description figurant au ch. 3.3.4 du cahier des charges.




5 Assurance de la qualité

Le service demandeur (chef de projet ou hiérarchie) évalue périodiquement (au moins semestriellement) la qualité des prestations de l'entreprise ainsi que les collaborateurs retenus, en relation avec le projet pour lequel celle-ci travaille; les résultats des évaluations sont discutés entre les personnes-clés des parties au contrat compétentes sur les plans technique et commercial.

Les critères d'évaluation déterminants sont les suivants:












- respect des délais et du budget
- qualité des livraisons / des prestations
- qualité des collaborateurs
- qualité des offres dans la procédure de commande
- documentation des résultats des prestations
- rapport qualité-prix

Chaque mandat et collaborateur fait l'objet d'une évaluation, dont les résultats sont présentés selon le modèle des feux de signalisation:

 (Vert)	 (Jaune)	 (Rouge)
<ul style="list-style-type: none"> - Respect des délais et du budget - Qualité sans réserve - Prestations irréprochables du collaborateur - Rapport prix-prestations correct, non sujet à réclamation - Respect correct des assurances données lors de l'appel d'offres (satisfaction des exigences minimales ressortant des CAp et des ST) et de celles données dans le cadre des critères d'adjudication en matière de qualité des prestations et de qualification des collaborateurs retenus 	<ul style="list-style-type: none"> - Dépassements des délais et/ou du budget - Qualité avec réserves - Prestations moyennes du collaborateur - Prix légèrement supérieurs aux prix usuels du marché - Respect partiel des assurances données lors de l'appel d'offres (satisfaction des exigences minimales ressortant des CAp et des ST) et de celles données dans le cadre des critères d'adjudication en matière de qualité des prestations et de qualification des collaborateurs retenus 	<ul style="list-style-type: none"> - Dépassements massifs des délais et/ou du budget - Qualité insuffisante - Prestations insuffisantes du collaborateur - Prix non conformes aux prix usuels du marché - Non-respect des assurances données lors de l'appel d'offres (satisfaction des exigences minimales ressortant des CAp et des ST) et de celles données dans le cadre des critères d'adjudication en matière de qualité des prestations et de qualification des collaborateurs retenus

Les différentes évaluations sont regroupées en une évaluation globale qui rend compte de la satisfaction donnée par le bailleur de services durant la période considérée.

Conséquences de l'évaluation en relation avec le nombre de mandats / la période:

Nombre	Statut	Mesure
1		L'entreprise doit informer par écrit des mesures prises pour prévenir tout nouveau défaut.
		L'entreprise doit informer par écrit des mesures prises pour prévenir tout nouveau défaut. Les directions respectives des deux partenaires doivent être informées de la situation.
2	 + ( \wedge )	L'entreprise doit informer par écrit des mesures prises pour prévenir tout nouveau défaut. Les directions respectives des deux partenaires doivent être informées de la situation.
	 + 	Cette situation peut être considérée comme un juste motif de résiliation selon le ch. <i>Indiquer le ch. 24.3 ou adapter.</i>
3	 +  + ( \wedge )	Cette situation peut être considérée comme un juste motif de résiliation selon le ch. <i>Indiquer le ch. 24.3 ou adapter.</i>

6 Obligations de participation du service demandeur

Les obligations de participation du service demandeur sont les suivantes:

- Octroyer aux auditeurs certifiés l'accès à la solution informatique (outil de convention d'objectifs et outil de suivi) ainsi que les droits nécessaires
- Mettre à disposition la documentation nécessaire
- Au besoin, organiser des formations pour garantir que les auditeurs disposent d'informations actuelles sur la législation et son exécution

Des obligations de participation supplémentaires peuvent être convenues dans le contrat individuel si nécessaire.

7 Personnes-clés

Du côté de l'entreprise, la responsabilité générale incombe à (interlocuteur unique, SPOC):

Nom / prénom	<i>Indiquer les nom et prénom</i>
Fonction	<i>Indiquer la fonction</i>
Courriel	<i>Indiquer l'adresse électronique</i>
Num. de tél.	<i>Indiquer le n° de téléphone</i>

Nom de la personne clé de l'entreprise

Les membres du personnel ainsi que les personnes-clés désignés par la société sont mentionnés dans l'offre de l'entreprise et dans le contrat individuel correspondant.
L'échange volontaire de personnes-clés ou de membres du personnel désignés par la société requiert l'accord préalable du service demandeur.

8 Procédure d'intervention par paliers

Les éventuels différends sont réglés selon la procédure d'intervention par paliers ci-dessous.

Paliers chez l'adjudicateur

Paliers	Intéressés
1	<i>Chef de projet</i>
2	<i>Chef de projet du côté du mandant</i>
3	<i>Direction</i>

Paliers chez l'adjudicateur

Paliers au sein de l'entreprise:

Paliers	Intéressés
1	<i>Indiquer la fonction au sein de l'entreprise, l'échelon hiérarchique et éventuellement le nom et le prénom</i>
2	<i>Indiquer la fonction au sein de l'entreprise, l'échelon hiérarchique et éventuellement le nom et le prénom</i>
3	<i>Indiquer la fonction au sein de l'entreprise, l'échelon hiérarchique et éventuellement le nom et le prénom</i>

Paliers au sein de l'entreprise

La procédure d'intervention par paliers n'a pas d'influence sur la réglementation des droits de signature. Dès qu'un accord est trouvé, il y a lieu, si cet accord exige de modifier le contrat ou d'en faire une interprétation juridiquement contraignante, de le faire approuver en temps utile par les personnes ayant le droit de signature auprès de chaque partie.

Si aucun accord n'est trouvé dans un délai de 30 jours à un palier donné, chaque partie a le droit de porter le différend par écrit au palier supérieur ou, après que le dernier palier a été atteint, devant le tribunal compétent. À cette fin, les indications suivantes doivent au moins être fournies: objet du différend, cause du point de vue de la partie concernée, effets sur le rapport prix/prestations et propositions de règlement ou d'approches susceptibles de conduire à un règlement.

Les parties se servent de cet instrument de bonne foi, avec pour objectif commun de régler leurs différends à l'amiable. Chaque partie assume ses propres frais.

Il ne faut pas ouvrir de procédure d'intervention par paliers si cela est manifestement inopportun ou inutile (faillite de l'entreprise, rupture du rapport de confiance entre les parties, etc.).

9 Gestion des modifications (modifications des prestations)

Lors de l'exécution des contrats spécifiques, les parties peuvent demander à tout moment par écrit des modifications des prestations convenues. Lorsque le service demandeur souhaite une modification, l'entreprise lui communique par écrit dans les dix jours ouvrables si elle est possible et quelles répercussions elle aurait en particulier sur les prestations à fournir, sur la rémunération et sur les délais. Le service demandeur décide ensuite dans un même délai de la réalisation ou non de la modification. Si c'est l'entreprise qui souhaite une modification, le service demandeur en accepte ou refuse la demande dûment motivée également dans un délai de dix jours ouvrables.

La modification des prestations et l'éventuelle adaptation de la rémunération, des délais et d'autres points du contrat sont consignées sous forme d'avenant au contrat spécifique avant l'exécution.

Le plafond de coûts stipulé dans le présent contrat ainsi que dans le contrat spécifique respectif doit être respecté.

10 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution est l'adresse ci-dessous du service demandeur. Les éventuelles dispositions dérogatoires sont convenues dans le contrat spécifique.

Office fédéral de l'énergie
Efficacité énergétique et énergies renouvelables
Pulverstrasse 13
3063 Ittigen

11 Délais

Si les délais convenus dans le contrat spécifique sont expressément désignés comme entraînant la mise en demeure, les dispositions ci-dessous s'appliquent.

Si un délai expire sans avoir été utilisé, l'entreprise tombe automatiquement en demeure, autrement dit sans sommation préalable de la part du service demandeur.

Si l'entreprise tombe en demeure, elle est redevable de la peine conventionnelle prévue dans les dispositions des conditions générales applicables au contrat spécifique (cf. ch. 8).

12 Rémunération

L'entreprise fournit les prestations conformément au présent contrat-cadre et au contrat spécifique concerné ainsi qu'au mandat d'audit qui en découle, selon les modalités suivantes:

- En régie, jusqu'à concurrence d'un montant déterminé (plafond des coûts). Les tarifs horaires maximaux applicables sont indiqués dans l'offre présentée par l'entreprise lors de la procédure de commande.

Pour les audits avec visite de l'entreprise, on table sur une charge de travail de 25 heures au maximum. On estime qu'environ 80 % des audits sont réalisés depuis le bureau et que 20 % doivent inclure une visite de l'entreprise. Pour les audits réalisés depuis le bureau, on table sur une charge de travail de 12.5 heures et demie au maximum.

Si un audit dure plus longtemps, le service demandeur doit être contacté avant l'exécution des travaux afin que le surcroît de travail soit dûment motivé et fasse l'objet d'une convention.

Le volume maximal pour toutes les prestations pouvant être commandées en vertu du présent contrat-cadre résulte des données d'adjudication publiées dans le système d'information sur les marchés publics en Suisse www.simap.ch (nombre d'heures estimé et prix selon l'offre la mieux classée).

Rémunération des prestations:

Tarif horaire: CHF **indiquer le montant** (hors TVA)

Plafond de coûts: CHF **indiquer le montant (hors TVA)**

Tous les prix s'entendent hors TVA. Le taux de TVA applicable est le taux déterminant au moment de l'établissement de la facture.

Les prix incluent l'ensemble des frais accessoires (notamment les dépenses, assurances, contributions et frais liés aux assurances sociales, etc.) et doivent être établis séparément si demandé lors de la procédure de commande.

Les réserves suivantes s'appliquent:

- L'entreprise ne peut pas se prévaloir d'un droit à ce que le service demandeur passe commande jusqu'à atteindre le volume d'achats maximal. Pour des raisons de droit des acquisitions, le plafond de coûts inclut tous les audits acquis dans le cadre de l'appel d'offres sous-jacent.
- Seules sont rémunérées les prestations convenues et fournies dans le cadre du contrat individuel concerné.
- Le service demandeur se réserve le droit de faire fournir des prestations relevant du présent contrat-cadre et des contrats individuels y afférents également en faveur d'autres services demandeurs au sein de l'administration fédérale centrale.

La commande de prestations est subordonnée à la disponibilité des crédits nécessaires.

En cas de prestations fournies en régie avec plafond des coûts:

L'entreprise consigne dans un rapport toutes les heures de travail fournies. Le rapport mentionne la date, le contenu du travail ainsi que sa durée.

L'entreprise joint le rapport signé à la facture adressée au service demandeur. Les paiements sont effectués dès lors que les rapports sont approuvés par le service demandeur. Le service demandeur donne son approbation dans les dix jours suivant la réception du rapport, à condition qu'aucune réserve ne soit formulée à l'égard du rapport.

Les éventuelles réserves doivent être communiquées par écrit à l'entreprise dans les dix jours ouvrables suivant la réception du rapport.

13 Facturation / plan de paiement

La facturation est définie dans le contrat spécifique. Sous réserve d'accord contraire ou complémentaire, les dispositions suivantes s'appliquent:

- a) en cas de prestations fournies en régie avec plafond des coûts: l'entreprise établit des factures électroniques mensuelles, auxquelles elle joint les rapports de prestations approuvés, en format PDF. Le service demandeur effectue le paiement après avoir approuvé les rapports de prestations.
- b) en cas de prestations fournies à prix ferme: l'entreprise établit la facture après approbation de tous les rapports / du rapport final.
- c) en cas de prestations fournies à prix ferme avec plan de paiement: l'entreprise établit des factures électroniques pour les paiements partiels ressortant du plan de paiement stipulé dans le contrat spécifique, aux conditions convenues. Les paiements pour des prestations partielles ne sont effectués que si les conditions applicables aux termes du contrat individuel sont remplies.

14 Assurances sociales

Les prestations à fournir et les activités à exercer en vertu du présent contrat-cadre et des contrats spécifiques fondés sur ce dernier constituent une activité lucrative indépendante au regard du droit des assurances sociales. Il incombe par conséquent à l'entreprise de verser elle-même ses propres cotisations et celles de ses collaborateurs à sa caisse de compensation AVS.

Le service demandeur n'est donc tenu à aucun versement au titre des assurances sociales (AVS, AI, APG, AC, etc.) en faveur de l'entreprise et de son personnel, ni à aucune indemnisation, quelle qu'elle soit, notamment en cas de vacances, de maladie, d'accident, d'invalidité ou de décès.

Si, contre toute attente, la caisse de compensation AVS devait qualifier ultérieurement le présent contrat comme relevant d'une activité lucrative salariée et exiger le paiement de cotisations aux assurances sociales de la part de l'adjudicateur, l'entreprise s'engage à rembourser lesdites cotisations à l'adjudicateur, sur présentation par ce dernier d'une facture payable à 30 jours.

15 Peines conventionnelles

Si le fournisseur ne respecte pas les dispositions en matière de protection sur le lieu du travail, les conditions de travail, de même que le principe de l'égalité salariale entre femmes et hommes (ch. 6 CG), les délais (ch. 8 CG) ou encore l'obligation de garder le secret (ch. 12 CG), il est redevable d'une peine conventionnelle au sens desdits chiffres des CG relatives à l'achat de services.

La peine conventionnelle pour violation de la clause d'intégrité est réglée au ch. 18.1

16 Droits de protection

Tous les droits de propriété intellectuelle (droit des biens immatériels et droits expectatifs sur ces biens) portant sur les résultats de travaux obtenus dans le cadre de l'exécution du contrat appartiennent au service demandeur. Les éventuels droits de propriété intellectuelle portant sur des résultats de travaux obtenus, développés ou dont le développement est poursuivi par le personnel externe au cours de l'exécution du contrat appartiennent exclusivement au service demandeur. Il est interdit au personnel externe et à l'entreprise de faire usage des résultats de travaux de cette nature. L'entreprise s'engage à faire face immédiatement aux prétentions de tiers découlant de la violation de droits de protection et à prendre à sa charge tous les frais qui incomberaient au service demandeur du fait de telles prétentions, y compris les dommages-intérêts.

L'entreprise s'engage à informer immédiatement le service demandeur de toute demande d'indemnisation ainsi qu'à lui fournir tous les documents nécessaires à sa défense, sous réserve de l'obligation de garder le secret.

17 Garantie et responsabilité

La responsabilité des parties et les questions de garantie en relation avec les contrats spécifiques sont réglées dans les dispositions des conditions générales applicables au cas particulier (cf. ch. 9).

18 Autres dispositions

18.1 Clause d'intégrité

Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures permettant d'éviter la corruption et à s'abstenir en particulier d'offrir ou d'accepter toute libéralité ou tout autre avantage. Si elle ne respecte pas cet engagement, l'entreprise doit verser une peine conventionnelle à l'adjudicateur. Celle-ci correspond à 10 % du montant du contrat et s'élève à au moins 3000 francs par infraction.

L'entreprise prend note que toute violation de la clause d'intégrité entraîne en principe la résiliation du contrat par l'adjudicateur pour justes motifs.

18.2 Déclaration du soumissionnaire

Par la signature du formulaire «Déclaration du soumissionnaire» de la Conférence des achats de la Confédération (CA), l'entreprise s'engage à respecter les dispositions sur la protection des travailleurs, les conditions de travail et l'égalité salariale entre femmes et hommes (art. 12 de la loi sur les marchés publics [LMP; RS 172.056.1; 4 de l'ordonnance sur les marchés publics [OMP; RS 172.056.11]).

18.3 Contrôle de sécurité relatif aux personnes

Le service demandeur peut demander au service spécialisé CSP DDPS d'effectuer un contrôle de sécurité relatif aux personnes. À la première requête du service demandeur, les collaborateurs retenus par l'entreprise doivent se soumettre à un contrôle de sécurité relatif aux personnes du degré requis par l'ordonnance du 4 mars 2011 sur les contrôles de sécurité relatifs aux personnes (OCSP; RS 120.4). Si les personnes ne sont pas jugées comme ne présentant pas de risques, le présent contrat peut être résilié totalement ou partiellement (art. 154 CO).

Il appartient au service demandeur de décider de contraindre l'entreprise à remplacer dans un délai de quatorze jours les collaborateurs concernés par des personnes ayant les mêmes qualifications et jugées comme ne présentant pas de risques.

Si le contrat est résilié totalement ou partiellement et si les prestations convenues contractuellement sont rémunérées en régie, le travail dont l'exécution est attestée est rémunéré aux tarifs horaires convenus. En revanche, lorsque la rémunération convenue consiste en un prix ferme, l'entreprise supporte seule le risque que le contrôle de sécurité auquel sont soumis ses collaborateurs n'aboutisse pas à une déclaration de sécurité au sens de l'art. 22, al. 1, let. a, OCSP.

18.4 Sous-traitance

L'entreprise demeure responsable envers l'adjudicateur pour la fourniture des prestations des sous-traitants et pour la réparation des dommages causés par ceux-ci, au même titre que si elle avait agi elle-même.

Les prestations à fournir en vertu du présent contrat-cadre doivent être fournies par l'entreprise elle-même ou par ses collaborateurs (devoir d'exécuter personnellement les prestations). Le recours à des sous-traitants n'est permis que de façon limitée.

- a) Concernant les prestations à fournir dans le cadre du présent contrat-cadre, l'entreprise n'est autorisée à recourir à un sous-traitant et à des collaborateurs du sous-traitant que pour les prestations suivantes:

Admise pour la fourniture des prestations comprises dans les options 1 et 2. Si le soumissionnaire implique des sous-traitants dans la fourniture des prestations, il assume la responsabilité d'ensemble. Il dresse une liste de tous les sous-traitants participants, ainsi que de leurs rôles respectifs. La prestation caractéristique doit en principe être fournie par le soumissionnaire.

Le recours à des sous-traitants ou leur remplacement en vue de l'exécution du contrat requiert l'approbation écrite préalable du service demandeur. Celui-ci ne peut la refuser que pour justes motifs. En cas de refus, l'entreprise a le droit de transmettre sa demande aux organes concernés conformément au ch. 8 «Procédure d'intervention par paliers».

Le recours à **Indiquer le nom de l'entreprise** est autorisé dans le cadre défini contractuellement.

19 Documentation et travaux de clôture

L'entreprise documente toutes les prestations de façon suffisamment détaillée pour que le service demandeur soit à même de les utiliser conformément à leur destination et de les transmettre à un autre soumissionnaire.

Si le présent contrat-cadre prend fin dans son intégralité (notamment en cas de résiliation) ou si les prestations fondées sur un contrat spécifique prennent fin, l'entreprise doit remettre au service demandeur une documentation suivie et complète des prestations fournies. Cette documentation est dans tous les cas soumise aux mesures périodiques d'assurance de la qualité relatives au projet, conformément au ch. 5.

Le contenu de la documentation est fixé en détail dans le contrat spécifique concerné.

Sur demande, l'entreprise doit préparer la documentation sur les mandats en cours un mois avant l'échéance du contrat-cadre de telle manière qu'elle puisse être transmise à l'adjudicataire actuel ou au futur adjudicataire. L'entreprise est tenue de soutenir la transmission par tous les moyens à sa disposition et ne doit rien entreprendre qui soit de nature à compliquer ou empêcher la transmission.

20 Cession de créances et transfert des rapports juridiques

Les créances de l'entreprise nées du présent contrat-cadre ne peuvent être cédées ou mises en gage, ni grevées de toute autre manière, sans l'accord écrit de l'adjudicateur.

L'entreprise est tenue de transférer à ses éventuels ayants droit l'ensemble des droits et des obligations convenus dans le présent contrat-cadre et dans les contrats spécifiques fondés sur ce dernier. Le transfert de droits et d'obligations, de parties du contrat ou de l'ensemble des rapports juridiques requiert l'accord écrit du service d'achat. Ce dernier ne peut refuser son consentement que pour de justes motifs.

21 Pas de société simple

Les parties ne constituent en aucun cas une société simple au sens des art. 530 ss CO.

22 Droit applicable, for

En cas de litiges résultant du présent contrat, seul le droit suisse s'applique, à l'exclusion des règles en matière de conflits de lois et de la Convention des Nations Unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises (Convention de Vienne, RS 0.221.211.1).

Le for exclusif est Berne (Suisse).

23 Durée de validité, modifications et fin du contrat-cadre

23.1 Entrée en vigueur / durée du contrat-cadre

Le présent contrat entre en vigueur à sa signature par les deux parties et est valable jusqu'au 30 juin 2028.

Le contrat peut faire l'objet une fois, à titre optionnel, d'une prolongation de deux ans, et s'applique dès lors au plus jusqu'au 30 juin 2032 (en cas d'utilisation l'option 2).

Le service demandeur n'est pas tenu d'utiliser les options. L'entreprise ne peut pas se prévaloir d'un droit à ce que les options soient utilisées. Le recours aux options (toutes les prestations sont optionnelles) doit être consigné dans des contrats individuels.

23.2 Modifications du contrat-cadre

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent contrat-cadre ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

23.3 Résiliation pour justes motifs

Chaque partie a le droit de résilier par écrit, avant l'expiration de leur durée, le contrat-cadre ou les contrats spécifiques pour justes motifs en cas de violation grave des dispositions contractuelles par l'autre partie. La partie envisageant la résiliation fixe au préalable à l'autre partie un délai convenable pour qu'elle puisse fournir ses prestations conformément au contrat.

L'adjudicateur a le droit de résilier le présent contrat-cadre avec effet immédiat pour justes motifs notamment si:

- l'entreprise est mise en faillite, a déposé une demande de sursis concordataire ou entre en liquidation;
- l'entreprise s'est déclarée en liquidation (sont exclus les cas de liquidation volontaire en vue d'une fusion ou d'une réorganisation);
- les biens de l'entreprise sont saisis;
- l'entreprise ne remplit pas ses obligations contractuelles malgré la notification écrite de réclamations et l'octroi d'un délai convenable pour remplir correctement lesdites obligations.

La résiliation pour justes motifs n'affecte pas les autres droits des parties, notamment le droit de garantie, le droit à des dommages-intérêts et le droit au versement de peines conventionnelles, ni leur obligation de maintien du secret.

24 Expédition / signature par les parties

Le présent contrat est établi en trois exemplaires. Chaque partie reçoit un exemplaire signé.

Pour le service demandeur OFEV

Office fédéral de l'environnement OFEV

Lieu et date

Prénom et nom / fonction

Signature

.....

Prénom et nom / fonction

Signature

.....

Pour le service demandeur

Office fédéral de l'énergie

Lieu et date

Prénom et nom / fonction

Signature

.....

Prénom et nom / fonction

Signature

.....

Pour l'entreprise

Nom de l'entreprise

Lieu et date

Prénom et nom / fonction

Signature

.....

Prénom et nom / fonction

Signature

.....

Distribution:

Le présent contrat est signé en trois exemplaires originaux, déposés comme suit:

Un exemplaire est destiné au service demandeur OFEV

Un exemplaire est destiné au service demandeur

Un exemplaire est destiné à l'entreprise

Annexe

Citer les annexes